



13 octobre : les organisations syndicales appellent à manifester

Après le passage en force de la réforme des retraites, le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux sont toujours les revendications prioritaires pour le monde du travail.

L'intersyndicale appelle à la mobilisation le 13 octobre contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes !

Un meilleur partage des richesses est impératif

Alors que les profits explosent dans la plupart des grandes entreprises, avec 25 000 millionnaires supplémentaires entre 2021 et 2022, la France devient médaille de bronze mondiale et se distingue des autres pays européens où leur nombre diminue, plus que jamais un meilleur partage de la richesse produite est impératif.

Des mesures ponctuelles et majoritairement financées par l'État sont insuffisantes pour répondre à l'inflation et l'augmentation des coûts tels que l'énergie, l'alimentation, le logement, etc.

Les organisations de l'intersyndicale réaffirment ensemble que ce sujet nécessite une augmentation du SMIC et des politiques salariales dans les branches, les entreprises et la Fonction publique.



Les employeurs doivent ouvrir des négociations salariales à tous les niveaux.

Cette meilleure répartition des richesses au profit des salariés constitue également un levier puissant d'action pour la lutte contre les inégalités, notamment entre les femmes et les hommes. Cette année encore, l'été a mis en lumière les conséquences dramatiques du changement climatique, avec des températures records relevées dans le monde entier, et la nécessité d'engager une transition écologique socialement juste.

Les impacts de cette transition écologique juste sont multiples et concernent à la fois les activités, les conditions de travail, les métiers, les emplois, les qualifications et les compétences.

Pour répondre à ce défi majeur, il faut dès aujourd'hui apporter des solutions immédiates, anticiper les impacts et préparer les investissements nécessaires, sécuriser l'emploi des travailleuses et travailleurs et les associer aux choix qui les concernent.

Au lieu de cela, la fragilisation de l'industrie continue sous la pression des actionnaires. Le PLF (projet de loi de finances) et le PLFSS (projet de loi de finances de la Sécurité sociale) en cours de préparation doivent être à la hauteur des enjeux de la période et de demain et doivent être porteurs de justice sociale.

La conditionnalité des 150 à 200 milliards annuels d'aides aux entreprises doit être débattue.

Le PLF et le PLFSS doivent renforcer nos services publics, à commencer par l'hôpital, l'école, l'enseignement supérieur et la recherche, etc. Les négociations nationales qui vont se tenir, notamment en matière de retraites complémentaires et d'assurance chômage, dans les mois à venir seront capitales pour créer et renforcer les droits sociaux des travailleurs. Il est urgent de répondre aux aspirations démocratiques des travailleurs pour une meilleure représentation collective en revenant sur les ordonnances travail et la loi de transformation de la fonction publique.

Une lutte à l'échelle européenne.

Les organisations de l'intersyndicale, avec le mouvement syndical européen, sont mobilisés pour la solidarité, la transition écologique juste et contre les politiques d'austérité.

La CGT et l'ensemble des ces organisations appellent à une journée de mobilisations et de manifestation le vendredi 13 octobre 2023 contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires, des pensions et l'égalité femme-homme.

Pour la CGT, le gouvernement doit d'urgence faire d'autres choix politiques et sociaux pour répondre aux besoins de la population, notamment en termes d'augmentation des salaires et d'emploi.